



**FRÈRES
DES HOMMES**
Cultivons le partage de notre terre

Colonialismes d'hier et d'aujourd'hui



Août 2021

Introduction

« Vous dites que le Congo est très riche, mais où se trouve la richesse que nous ne voyons pas ? La Belgique est-elle responsable de la pauvreté que nous vivons au Congo ? » Ainsi s'interroge, sans animosité aucune, une participante congolaise lors d'un atelier de formation co-animé par Frères des Hommes et APEF, son partenaire en RDCongo. Une question interpellante au cœur de ce dossier sur le colonialisme...ou plutôt sur les colonialismes. Car les articles proposés posent un regard neuf sur les relations de « dominants à dominés » telles qu'elles s'expriment dans le temps et l'espace.

Il y a bien sûr la colonisation au sens historique où nous l'entendons généralement, en tant qu'expansion coloniale et domination d'un pays sur l'autre. Mais au Guatemala, comme dans de nombreux pays du Sud, si les conquistadors ont quitté le territoire depuis longtemps, d'autres formes d'exploitation se sont mises en place depuis et elles prévalent toujours à l'heure actuelle. SERJUS, notre partenaire guatémaltèque réalise un travail de conscientisation avec les peuples originaires et les populations défavorisées en général qui subissent les effets de cette spoliation perçue comme la réactualisation d'un système de domination.

Mais lorsque l'on parle de relations de « dominants à dominés », la lecture du phénomène ne peut se réduire à des enjeux internationaux ou historiques. Aujourd'hui encore, au cœur même de la famille, des relations inégalitaires peuvent s'établir entre homme et femme. Et cela aussi nous interpelle, ainsi que nos partenaires Sud.

Nous vous invitons donc à découvrir ces réflexions qui apportent un éclairage nouveau sur les colonialismes et les rapports entre dominants et dominés.

Du monde à la famille, il faut en finir avec la domination !

Les formations de l'Association pour la promotion de l'entrepreneuriat féminin (APEF, Bukavu, République démocratique du Congo) pour changer les relations de domination.

En animant un atelier de formation aux relations Nord/Sud et à l'éducation à la citoyenneté mondiale à Bukavu, Frères des Hommes s'est vu interpellé par les participantes qui posaient des questions très directes et auxquelles il n'était pas facile de répondre.

« Excusez-nous pour la question ; mais, pourquoi êtes-vous venues ici ? Qu'est-ce que vous êtes venues chercher ? Vous dites que le Congo est très riche, mais où se trouve la richesse que nous ne voyons pas ? La Belgique est-elle responsable de la pauvreté que nous vivons au Congo ? »

Ces questions posées par une des participantes permettent de démarrer l'atelier que nous co-animons avec notre partenaire congolais, APEF. Ensuite, d'autres femmes osent prendre la parole :

« Est-ce la Belgique qui nous a mis dans cette situation ? Je vois directement le pays qui nous a colonisés comme responsable de ce qui se passe. C'est le Congo qui l'a enrichi ? En Belgique, ils ont fait des entreprises, ils se sont enrichis. Et nous, nous continuons à souffrir », enchaîne une autre femme. »

« Moi, je voulais savoir ce qu'est l'Europe ? Parce que vous avez l'air d'être riches en Europe. Et moi je sais qu'au Congo, il y a presque tout... mais, pourquoi ne pouvons-nous pas être comme vous ? Si le Congo est riche, pourquoi restons-nous pauvres ? »

« J'ai vu ce qui se passe dans les mines au Sud-Kivu : des colis qui partent « là-bas », des personnes qui prennent les minerais ici et les emmènent là-bas. Pourquoi ne les prennent-ils pas là-bas au lieu de les prendre ici ? L'argent reste là-bas, mais c'est nous qui travaillons ici. Et je ne vois pas de transformation ici, je vois que tout part là-bas. »

« Tout ce qui n'est pas de bonne qualité arrive ici, au Congo. Pourquoi ne partage-t-on pas les produits de bonne qualité ? Pourquoi n'emène-t-on pas les industries là où se trouvent les minerais ? Des personnes sont sur place, alors, pourquoi ne transformons-nous pas les produits sur place ? »

« Comme on est en famille, alors je peux dire cela : On doit prendre notre revanche pour sortir de la pauvreté. Cela ne signifie pas de prendre les armes, mais on doit sortir de la pauvreté. Et on doit lutter ensemble contre la pauvreté. »

On rentre dans le vif du sujet. Nous avons préparé ensemble -APEF et FDH- les ateliers sur les relations Nord/Sud autour des sujets tels que la mondialisation, l’empreinte écologique, les objectifs du développement durable (ODD) et des alternatives possibles pour les problèmes mondiaux, comme par exemple, le commerce équitable, la protection de l’environnement, le recyclage, la défense des droits humains, etc. Le public qui participe aux ateliers est composé des femmes qui ont déjà suivi des formations techniques et celle dite « participation citoyenne » chez APEF. Quand ces femmes ont su qu’une ONG belge allait organiser des ateliers pour elles, elles ont demandé de parler aussi de la coopération internationale en ces termes : « *Pourquoi venez-vous chez nous ? Vous faites quoi comme travail chez vous ?* »

Les questions n’ont aucune animosité. Dès que nous arrivons, la relation entre nous, les animatrices de l’APEF et les femmes de Bukavu, est chaleureuse et tout le monde regorge d’enthousiasme. C’est juste que les participantes veulent savoir, qu’elles veulent comprendre ce qui nous motive à être là, surtout parce qu’elles connaissent le passé colonial qui relie l’histoire des deux pays.

Et nous, FDH, nous nous demandons également comment le partenaire APEF travaille-t-il ces sujets avec les participants de ses ateliers ? Et comment APEF voudrait que nous les abordions ici, dans nos ateliers en Belgique ? Il nous semble important de traiter ces questions pour dépasser les sous-entendus et les non-dits qui naissent d’un passé colonial.

C’est de cela que l’on parle avec Mme Salufa Nunu, fondatrice et coordinatrice d’APEF.

1. J’imagine que dans les formations d’APEF, beaucoup de femmes posent les questions qu’elles nous ont posées quand on a été chez vous. Comment abordez-vous le sujet concernant la colonisation et les effets qu’elle a produits sur la population congolaise ? Faites-vous des séances de formations sur ce thème ?

Chez nous, les questions concernant des inégalités entre pays sont, en général, abordées davantage par les élites que par notre public de femmes défavorisées. Parfois, certaines questions sur la colonisation et ses effets peuvent être très pointues et elles vont au-delà de nos compétences. Les femmes qui participent à nos formations se posent plutôt la question des relations de pouvoir et cela, à plusieurs niveaux : national, régional, local et, surtout, au sein de la famille. Nos participantes se positionnent toujours, et à tous les niveaux, comme « des dominées ». Alors, on commence par parler de la position du « dominé » sur le plan familial pour arriver, parfois, même jusqu’au niveau international.

Nous encourageons les femmes à être revendicatives, à changer, à transformer cette situation, toujours dans le cadre de la non-violence. Evidemment, le sujet le plus parlant pour les femmes est celui qui concerne les relations de domination entre homme et femme. Nous

travaillons la façon de développer des stratégies pour construire des relations égalitaires dans différents domaines.

Pour APEF, le premier pas pour lutter contre des relations de domination est d'avoir accès à l'information. C'est pour cela que nous essayons d'obtenir des informations à propos de différents sujets et de les transmettre aux femmes. L'information est indispensable pour briser les rapports de domination et les transformer en relations égalitaires. Cela est valable pour les femmes avec lesquelles nous travaillons et est également valable pour nous, membres de l'APEF, ainsi que pour des associations de la société civile.... Bref, c'est valable pour nous tous !

Quand on parle aux femmes de « l'empowerment » (autonomisation ou appropriation et exercice du pouvoir d'agir), il faut être bien conscient que cela implique également d'avoir accès aux ressources financières. Quoiqu'on dise, accéder à l'argent est important pour tous, surtout parce que cette appropriation des ressources contribue à l'émancipation des femmes. Ici, dans notre contexte, il est évident que l'argent résout beaucoup de problèmes. Si les femmes ont leurs propres moyens financiers, elles pourront accéder aussi au même niveau que leurs maris. L'argent est une condition nécessaire, la base, mais il faut également travailler d'autres aspects pour que les femmes, et « les dominés » en général, arrivent à s'émanciper. Accéder à l'information et aux ressources financières permettra de changer les relations de pouvoir qui se sont créées tout au long de l'histoire.

Dans notre travail de formation, nous devons faire évoluer ce qui traditionnellement a été considéré comme l'essentiel d'une femme : « *être une femme est...* ». Depuis notre enfance, on nous a montré un modèle féminin à suivre. Il y a même un certain endoctrinement religieux -je parle de toutes les religions- qui justifie notre position de dominées. Cela nous conditionne, nous les femmes, à ne pas réfléchir à notre soumission. Si on arrive à se déconnecter de ces images reçues, on pourra enfin agir. Parfois, ce sont les filles elles-mêmes qui construisent leurs propres limites. Ce ne sont pas uniquement les hommes qui freinent l'émancipation des femmes. Le même mécanisme est présent dans d'autres relations de domination, y compris dans les relations historiques qui se sont créées à partir de la colonisation.

Alors, si on parle des relations de domination au niveau international et qu'on veut changer la situation actuelle, le premier pas est d'avoir accès à l'information. Souvent en Europe, vous avez beaucoup plus d'informations sur ce qui se passe chez nous que nous-mêmes ! Et, parallèlement, il faut aussi pouvoir accéder à des ressources pour déclencher notre propre développement.

2. Comment expliquez-vous, dans vos formations, les inégalités qui existent entre les pays européens et le Congo ? Est-ce que les participantes se posent souvent cette question ?

Cela arrive que les femmes se questionnent pendant nos formations sur ce que signifie « l'aide au développement » au Congo. Elles nous demandent : « *pourquoi les Blancs nous donnent de l'argent ?* » Dans nos écoles, on nous apprend que le Congo est un pays très riche. Alors, les femmes ne comprennent pas pourquoi, le Congo étant si riche, il y a tellement de pauvres, au point que les Blancs doivent venir en aide.

Notre réponse alors est que le pays a beaucoup de richesses naturelles, mais que peu de Congolais et Congolaises peuvent en profiter car nos dirigeants ne pensent pas à nous, à la majorité de la population du pays. Nous donnons cette explication, pas uniquement parce que c'est la vérité, mais aussi parce que nous voulons encourager nos participantes à s'impliquer dans la vie politique du pays. On veut qu'elles comprennent qu'on peut changer la situation si on demande des comptes à nos dirigeants. Nous, les femmes, nous devons être capables de nous adresser aux représentants politiques et de leur demander : « *que faites-vous avec nos richesses ?!* »

Je vais donner un exemple : nous travaillons avec des femmes commerçantes qui achètent des marchandises au Rwanda et qui traversent la frontière pour faire leur commerce chez nous. Une fois, je les ai vues discuter avec les agents de la frontière qui voulaient leur faire payer des impôts illégaux. Elles donnaient des arguments pour ne pas les payer, elles ne se laissaient pas intimider. Elles avaient l'information sur ce qui était légal et sur ce qu'elles ne devaient pas payer. Elles ont fait face aux agents, sans peur et avec de bons arguments. Ces femmes pouvaient le faire parce qu'elles avaient l'information correcte et parce qu'elles étaient sûres d'elles. Et, si toutes les femmes qui traversent la frontière pour faire du commerce peuvent se conduire comme cela, alors les agents ne pourront plus demander des impôts illégaux. Alors, je me suis dit : voici une démonstration de comment démonter les mécanismes de la soumission qui nous maintiennent dans une position de dominés. C'est cela que nous montrons aux femmes : oui, vous êtes pauvres dans un pays riche. Et c'est votre droit et votre devoir de commencer à changer cette situation. Au niveau du pays, si nous tous, nous avons les informations correctes, nous pourrons orienter nos dirigeants. On voit que cela commence à se faire en Ituri, où la société civile se mobilise pour exiger du gouvernement plus de sécurité pour toute la population.

Et il est aussi vrai qu'il serait important d'avoir plus d'information sur les relations Nord/Sud pour la partager dans nos formations. Je ne parle pas des informations compliquées à comprendre. Il serait important de partager ces informations de manière simple et qui nous

permettront de mieux comprendre et d'expliquer le pourquoi de cette contradiction : *le pays a beaucoup de richesses, mais la population continue à être très pauvre*. Il est intéressant de voir comment vous, en Europe, vous abordez cela. On peut être complémentaires dans nos manières d'aborder ce problème, non ?

3. Les femmes posent-elles des questions concernant la colonisation et ses conséquences sur leurs vies actuelles ?

Les femmes savent que dans le passé, les Blancs nous ont fait du tort. Mais, dans nos formations, nous insistons surtout sur l'éveil des consciences et sur la nécessité de changer les relations de domination actuelles et de commencer à construire des relations plus égalitaires, de donnant-donnant, où tout le monde gagne. Quand il y a des personnes de la coopération qui viennent nous rendre visite, nous profitons pour ouvrir le dialogue entre elles et les femmes. C'est l'occasion d'expliquer que, là-bas, il y a aussi des personnes qui veulent nous appuyer dans ce changement qu'on prône, que tous les Blancs ne viennent pas nous prendre de l'argent. On profite de ces occasions pour parler de la vie en Europe. On souligne que là-bas, elle n'est pas parfaite pour tous, car beaucoup de personnes d'ici veulent partir en Europe. Parfois, les femmes disent que ces Congolais fuient la pauvreté et nous abandonnent ici. Alors, APEF explique qu'en Europe, beaucoup de Congolais et Congolaises de la diaspora n'ont pas une vie facile, qu'ils doivent faire toutes sortes de travaux qu'ici, ils ne feraient pas. Nous disons aux femmes que ce qu'il faut faire, c'est créer des emplois ici afin d'offrir l'opportunité à nos jeunes de rester dans notre pays ! Nous voulons nous battre pour développer notre pays, à notre manière, bien sûr.

4. Quelle image du Congo et de sa population voulez-vous que nous, les ONG belges ou européennes, transmettions à des personnes qui participent à nos formations ?

La première chose est de montrer aux personnes qui ne le savent pas qu'au Congo, il y a de la misère qui fait monter les larmes aux yeux. Il faut dénoncer en Europe ce qui se passe ici : la pauvreté, la violence, la corruption. Il faut montrer le contexte du Congo et les difficultés quotidiennes vécues par la population.

Nous voulons également que vous montriez qu'au Congo, il y a des personnes qui se battent pour changer cette réalité. Nous voulons montrer qu'il y a une société civile avec une volonté de renverser la situation ; et que là-bas, en Europe, il y a aussi des choses qu'on peut faire pour nous aider à mettre en place ce changement.

Quand je suis en Europe, je suis toujours étonnée de la manière dont on utilise la nourriture. On la produit de manière industrielle et on jette sans trop réfléchir à ce qu'on fait. Je donne un exemple : parmi nos participants aux formations, il y a des personnes qui ont des poules à la maison. Pour elles, cet élevage demande un effort de toute la famille, car l'activité a une certaine exigence et un coût. Il faut donner une alimentation correcte aux poules, assurer leur santé, nettoyer l'endroit, protéger les poules des voleurs, etc. Et, des poules importées à prix très bas arrivent sur les marchés locaux ! Et se produit alors l'absurde situation selon laquelle une poule importée devient moins chère qu'une poule élevée dans une petite cour, chez nous ! C'est scandaleux, nos participants ne veulent plus avoir de poulesmais alors, que faire ? Est-ce qu'elles doivent rester sans rien faire et attendre qu'on vienne leur donner un peu d'argent pour acheter des poules importées ?! Cela crée des personnes assistées et sans capacité de se révolter. Il faut que vous, en Europe, vous dénonciez cela, que vous ne permettiez pas que cette situation se produise.

Un autre exemple est celui de la dette. Le Congo a une dette contractée de la période coloniale. Et nous, les populations actuelles, pauvres, devons payer ce que nos ancêtres ont dû accepter comme dette ? Là, il y a encore un travail à faire en Europe.

Ici, dans les écoles, on n'aborde pas ces thèmes. On ne parle pas de la participation citoyenne, non plus. Et on devrait le faire depuis le plus bas âge. Nous devons apprendre, depuis l'enfance, à penser de manière critique et à nous impliquer dans la dynamique sociale de l'endroit où on vit. Grâce à un échange auquel j'ai participé, j'ai vu qu'au Brésil, dans certaines écoles, on apprenait aux enfants à jouer en se transformant en décideurs politiques du pays. Cela leur permet, ensuite, d'éveiller une conscience quant au rôle et à la responsabilité des représentants politiques. On devrait pouvoir faire cela ici afin que tout le monde puisse apprendre à s'impliquer dans les décisions qui concernent sa société, sa région, sa localité.

Avec nos femmes, nous travaillons sur ce qu'on veut construire afin que notre vie et notre monde soit meilleur. On travaille sur les valeurs qui seraient importantes pour cette nouvelle société. Et on réfléchit à comment démarrer cette transformation. A l'heure actuelle, des femmes qui ont évolué grâce aux formations réfléchissent avec APEF à la vision idéale d'un collectif, d'une organisation, d'une société, et aux moyens et étapes à franchir pour y arriver. Ensemble, nous pensons à l'image qui représente le mieux ce qu'on veut devenir en tant que femmes et en tant que Congolaises. On le sait : c'est un travail de longue haleine, mais nous nous sommes embarquées avec enthousiasme dans cette voie.

Cecilia Díaz (Frères des Hommes) et Salufa Nunu (APEF)

Guatemala : la colonisation est toujours d'actualité

Référence: « *Capitalisme, exploitation et injustices : une histoire permanente de spoliation et colonialisme* », SERJUS (www.serjus.org.gt)

SERJUS est une organisation guatémaltèque d'éducation et d'aide à la défense des droits des communautés, des peuples originaires et des populations défavorisées en général. Parmi ses multiples actions en faveur de ces publics, l'organisation a créé un système d'écoles d'éducation populaire. Il ne s'agit pas d'un endoctrinement partisan, mais bien d'une formation politico-pédagogique qui favorise l'émergence d'une réflexion critique sur la réalité. On cherche à dépasser la pensée unique qui justifie l'oppression, la domination et l'exclusion d'une majorité de la population guatémaltèque, pensée qui s'est forgée au fil des siècles et qui est complémentaire au système colonialiste, patriarcal et capitaliste qui s'est toujours imposé dans ce pays.

Colonialiste ? On peut s'étonner de l'utilisation de ce mot pour décrire une réalité actuelle, quand on sait qu'il y a plus de deux siècles que l'Etat du Guatemala –comme partout en Amérique latine- a acquis son indépendance de la couronne espagnole.

Et pourtant, le colonialisme est toujours d'actualité. C'est un des sujets abordés dans les ateliers de SERJUS. L'organisation distingue au moins trois moments historiques clés du pays, où ce système de domination se crée et se recrée. SERJUS les nomme « *les trois moments de spoliation et de réactualisation de la colonisation* ».

La plupart des participants aux ateliers sont des dirigeants de base qui représentent des organisations des peuples originaires¹. Mais pas uniquement, car on trouve également des jeunes universitaires de la ville, des dirigeants de syndicats et des représentants de mouvements sociaux. Les participants sont intéressés par l'histoire cachée du pays, celle qui n'est pas enseignée dans les écoles, celle que le système dominant veut nier. Le traumatisme de 36 années du conflit armé² et de féroce répression militaire a davantage renforcé une politique de silence et de peur face à l'histoire du pays.

Dans les ateliers, on ne se limite pas à revoir de manière théorique l'histoire du pays. Les participants utilisent aussi des jeux pédagogiques pour mieux comprendre chaque période historique et les conséquences que celles-ci ont sur la réalité actuelle. Par exemple, dans un des ateliers, on propose aux participants de monter une petite pièce de théâtre sur les

¹Au Guatemala il y a au moins 4 grands groupes de peuples originaires et ils représentent environ 45% de la population totale du pays.

² Il s'est officiellement terminé à la fin de l'année 1996, au moment de la signature des accords de paix.

moments clés de dépossession et de pillage des peuples originaires et de la population métisse défavorisée. C'est à ce moment-là que les sentiments d'injustice s'expriment et on voit à quel point les personnes sont touchées au quotidien par une sorte de **colonisation idéologique** qui exclut et méprise une grande partie de la population guatémaltèque.

Mais, de quoi parle-t-on exactement?

Une série de concepts sont exposés et discutés lors des ateliers. Ils seront à la base de l'explication de l'histoire non-officielle du Guatemala. C'est ainsi qu'on parle de spoliation pour faire référence à l'action d'enlever ou arracher violemment une possession ou un bien appartenant à une personne, un groupe ou une communauté. Et quand on parle de la spoliation historique des peuples, on pense à l'appropriation du territoire collectif des communautés et des ressources naturelles subie à un moment de l'histoire et consolidée au travers de l'imposition d'un système social, économique et politique. Des lois, des politiques et des dispositions soutiennent ce système ainsi que le recours à la force militaire et/ou aux discours trompeurs qui prédominent à l'école et dans les média commerciaux afin de diviser les communautés³.

SERJUS parle de spoliation récurrente des peuples pour faire référence au pillage auquel les peuples originaires du Guatemala (et, en général, de toute l'Amérique) ont été soumis durant toute ou la majeure partie de leur histoire. En effet, depuis l'invasion européenne, l'histoire de ces communautés est émaillée de spoliations qui n'ont cessé de se répéter.

Dans les ateliers, on parle également de colonialisme ou domination d'un pays par un autre, habituellement plus puissant sur le plan économique ou militaire, et ce, d'une façon violente à travers une invasion militaire ou de manière subtile en ayant recours à la tromperie et au mensonge. Il peut être motivé par le pouvoir, la richesse, la possession de terres et des ressources, la stratégie militaire ou économique, les revendications historiques, etc. Dans les ateliers de SERJUS, on parle aussi du colonialisme interne ou domination exercée à l'intérieur d'un pays, par un peuple ou groupe ethnique sur un autre, ou encore par un pouvoir hégémonique ou une classe sociale sur un ensemble de collectivités qu'ils subordonnent afin de servir leurs propres intérêts. Et, à un niveau plus large, on parle également du colonialisme

³ Par exemple, selon Gerdes Dick qui a analysé la spoliation à laquelle ont été soumis les indigènes des hauts plateaux de l'Equateur, du Pérou et de la Bolivie, ce terme peut se définir ainsi : « La spoliation qui commença par la terre et qui culmine aujourd'hui dans la dépossession de biens culturels, coutumes et traditions ». SERJUS, « *Capitalisme, exploitation et injustices : une histoire permanente de spoliation et colonialisme* », SERJUS (www.serjus.org.gt)

transnational quand la domination s'exerce à travers des multinationales dans le cadre d'un processus de globalisation mondiale.

Une histoire de spoliation et colonialisme dans la vie des peuples du Guatemala

Dans la formation, SERJUS aborde ces trois moments historiques qui marquent successivement la recréation des étapes de spoliation des peuples originaires du pays.

Le premier moment est appelé « *Invasion et colonisation espagnole* » et il démarre, bien évidemment, avec l'arrivée des Espagnols sur le territoire de l'actuel Guatemala, en 1517. Il s'agit du début du régime colonial qui consiste à envahir le territoire, dominer les populations autochtones et s'approprier les richesses naturelles afin d'enrichir la couronne espagnole. Pour justifier cette invasion violente, on élabore une idéologie qui donne une légitimité à l'occupation des territoires et à l'exploitation des peuples originaires afin d'extraire des ressources naturelles. La religion s'y prête également. C'est ainsi qu'on arrive même à s'interroger sur la condition humaine des indigènes. Est-ce qu'ils ont une âme ? Le débat ecclésiastique est intense et la réponse à cette question aura des conséquences importantes pour l'économie et l'organisation sociale dans le Nouveau Monde. Pour les détenteurs du pouvoir, la supériorité des peuples européens, tant biologique que culturelle, religieuse ou en termes d'organisation sociale et de conception de la vie en général, n'est jamais remise en question. Au nom de cette supériorité, tout, ou presque tout, est permis.

Le deuxième moment de spoliation se caractérise par *l'appropriation des terres communales indigènes et la réforme libérale qui permet l'existence et l'expansion des cultures d'exportation*. Il démarre avec l'indépendance des élites de descendants européennes de la couronne espagnole (les créoles), élites qui vont créer la nation, le Guatemala. Le système économique, politique et idéologique qui émerge a comme base le schéma colonial précédent, axé sur la discrimination, l'appropriation des terres communautaire et la domination économique et militaire sur les peuples originaires. C'est à partir de cette base que naît une conception libérale de développement des monocultures d'exportation. Le café et ensuite la banane sont les productions d'exportation les plus répandues de cette période. Afin de favoriser ce type d'activité économique, on donne également de grandes extensions de terre à des colons européens disposés à développer ces monocultures. Car, à la différence de la conception des peuples originaires, pour ces colons, la production agricole est conçue comme une marchandise nécessaire pour s'enrichir. Cette mouvance libérale légalise le travail forcé des indigènes et, en général, elle institutionnalise un système d'exploitation des êtres humains et des ressources naturelles, en créant des lois fonctionnelles à cette conception.

Afin que ce système puisse être préservé, il faut qu'un pouvoir militaire fort s'impose. Le corps militaire est ainsi renforcé et les gouvernements dictatoriaux se succèdent en connivence avec les gouvernements de certains pays dominants de la scène internationale, notamment, les Etats-Unis.

Cela ne s'est pas imposé sans la résistance des différents peuples originaires, ainsi que de certains groupes de métis. Mais, tous ces mouvements de contestation ont été étouffés par les forces militaires. Une exception à cette tendance a été le moment historique des gouvernements de grandes réformes qui a eu lieu entre 1944 et 1954. Il s'agit d'une période de démocratisation de l'économie, de la politique et de la vie sociale. Mais, quand ces gouvernements démocratiques ont voulu toucher le système de latifundia et mettre en place une Réforme Agraire, l'alliance des forces libérales, capitalistes et militaires a démarré une répression sanglante. La réponse du peuple a été le déclenchement du conflit armé qui a duré 36 ans (1960-1996). Pendant ces années noires de l'histoire du Guatemala, les manifestations populaires ont été écrasées et, pour finir, le militarisme, le capitalisme et l'exploitation des travailleurs et des ressources naturelles se sont imposés.

Le troisième moment historique de la spoliation est le moment actuel où, entre autres, les **grosses entreprises d'extraction de ressources naturelles s'approprient illégalement des terres et des fleuves des communautés indigènes** pour surexploiter ces ressources, sans que les communautés n'en bénéficient.

Dans la région comprise entre le sud-est du Mexique et le Panama se situe ce qu'on appelle le Couloir Biologique de Méso-Amérique. 12% de la diversité de la planète se trouve dans cet espace. Cette énorme richesse attire les entreprises d'extraction et/ou de surexploitation de toutes sortes de ressources naturelles. Pour y arriver, des traités internationaux qui légitiment les interventions de ces entreprises ont été signés par différents Etats. L'expansion de monocultures d'exportation telles que la palme africaine, la canne à sucre et la banane, sont protégées par ces traités de libre commerce. Ils permettent également que des entreprises internationales agissent sans régulation, surexploitant les ressources naturelles (minerais et autres) ou construisant des barrages et des centrales hydroélectriques qui épuisent les sources et les cours d'eau et détruisent l'environnement des communautés originaires. L'accumulation produite par la dépossession et le pillage devient le moteur de cette expansion néolibérale. Ce processus de mercantilisation a démarré au 19^{ème} siècle et s'est consolidé au 20^{ème} siècle. Sa force réside dans le contrôle de tout ce qui se trouve sur le territoire : les êtres humains, la terre, l'eau, l'air, les animaux, les plantes, les minerais, tout.

La nouvelle justification idéologique utilisée pour imposer ce système n'est plus uniquement basée sur la richesse économique qu'il apporte au pays, ou sur la répression militaire.

L'idéologie actuelle récupère certaines conceptions d'orientation démocratique, mais, dans la pratique, elles n'ont aucun effet de protection pour les peuples originaires.

C'est ainsi, par exemple, que le Guatemala a ratifié la convention 169 de l'Organisation Internationale du Travail selon laquelle on s'engage à consulter les peuples habitant un territoire quant à l'utilisation des ressources qui se trouvent sur leurs terres. Cette consultation doit se faire avant d'autoriser les entreprises à travailler sur le territoire. Malheureusement, ces consultations n'ont presque jamais un statut juridiquement contraignant et donc, les décisions des communautés n'ont pas de valeur légale pour s'imposer. Le résultat est que les entreprises d'extraction font ce qu'elles veulent et il n'y a que très peu de cas où la volonté des communautés est respectée. Et, quand certaines communautés s'opposent plus fermement, alors la justice –en général, en faveur de la classe dominante- se charge de réprimer les dirigeants qui osent dénoncer la situation.

Dans l'actualité, le cas le plus emblématique est celui de Bernardo Caal Xol, instituteur maya qui est en prison depuis déjà 3 ans pour avoir défendu les eaux du fleuve de sa communauté de la surexploitation que veut en faire une entreprise hydroélectrique (www.freresdeshommes.org/899-jours-de-torture-carcerale/).

Le modèle d'expansion capitaliste modernisant, avec son idéologie qui le soutient, n'est pour SERJUS qu'une actualisation de la colonisation de l'époque des conquérants espagnols. C'est pour cela qu'on parle de colonialisme permanent car il s'agit ici de la domination subie par les peuples originaires tout au long de leur histoire, que ce soit par le biais d'un colonialisme externe, interne ou transnational. Dans le cas du Guatemala, les communautés des peuples mayas, xinca, garifuna ainsi que le peuple ladin pauvre ont enduré depuis toujours différentes formes de colonialisme qui leur ont été imposées afin de renforcer la spoliation récurrente de leurs territoires.

Et que cherche SERJUS en revisitant l'histoire du Guatemala ?

En promouvant un processus de formation politico-pédagogique, SERJUS veut faciliter l'émergence d'une pensée critique et libératrice en faveur des droits individuels et collectifs des peuples indigènes et des métis pauvres. L'organisation veut décoloniser, c'est-à-dire, reconstruire –avec les peuples originaires- le sens de la communauté de base et, à long terme, viser la création d'un Etat Plurinational. Dans cet Etat, il y aurait de la place pour l'expression des différentes cultures, valeurs, coutumes et manières de concevoir et agir face à l'environnement ; c'est-à-dire, qu'il y aurait de la place pour la diversité.

Avec cette analyse que SERJUS amène à l'école d'éducation populaire, l'organisation veut contribuer à une réflexion qui va au-delà d'une vision limitée uniquement à la préservation de l'environnement ou d'une simple lutte pour le contrôle des ressources naturelles. SERJUS veut montrer que la spoliation et le colonialisme actuel font partie d'un phénomène intégral d'accumulation capitaliste qui se manifeste dans différents aspects de la vie d'un pays : social, politique, culturel, environnemental, idéologique, militaire, dans les relations internationales, ...

« Il ne suffit pas de lutter pour notre eau ou pour nos territoires ou pour la Mère Nature. La spoliation et le colonialisme permanents sont une réalité historique face à laquelle nous devons agir, ensemble, à partir de nos communautés et de nos organisations. Nous devons augmenter nos niveaux de conscience, d'organisation, d'action, d'articulation et d'unité afin d'arriver à la reconstitution de nos peuples et ainsi changer et refonder un nouveau pays et nouvel Etat d'équité et de justice sociale⁴. »

Cecilia Díaz, Frères des Hommes

⁴ « Capitalisme, exploitation et injustices : une histoire permanente de spoliation et colonialisme », page 6 ; page 54, SERJUS (www.serjus.org.gt)